

FM01016/0011/2

04.02.87

Libé 4 Février 1987

**Angola : l'UNITA dément avoir
reçu des armes par la CIA**

Un porte-parole de l'UNITA, l'opposition angolaise a affirmé dimanche à Lisbonne, « tout ignorer » des livraisons d'armes effectuées, selon le *New York Times*, l'année par la CIA au profit de son mouvement et par l'intermédiaire du Zaïre. Le *New York Time* écrivait dimanche que les services secrets américains avaient utilisé par trois fois, en 1986, une base aérienne abandonnée au Zaïre pour alimenter en armes les rebelles angolais.

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :
Jacqueline Derens

pour information

COMMUNIQUE

La RNCA dénonce la venue à Paris d'une délégation sud-africaine qui doit assister à un colloque présidé par Monsieur Madelin à la Maison de la Chimie du 23 au 27 novembre. Ce colloque concerne le projet SPOT satellite d'observation de la terre.

La RNCA dénonce les relations france-sud-africaines au moment même où Prétoria lui-même reconnaît l'envoi de troupes en Angola.

La RNCA dénonce la duplicité du gouvernement français qui d'un côté dans un communiqué exprime "sa préoccupation" constate que l'escalade "n'est pas de nature à favoriser la paix dans la région" et de l'autre s'apprête à fournir au régime raciste un moyen sophistiqué de surveillance des pays limitrophes avec le satellite SPOT.

La RNCA exige l'arrêt de toute négociation commerciale avec l'Afrique du Sud et le respect strict et immédiat de la résolution 418 du 4/11/77 de l'ONU sur l'embargo militaire.

LA RNCA appelle à venir protester contre la présence de la délégation sud-africaine le Lundi 23 novembre à 9h30 devant

La Maison de la Chimie
Rue Saint-Dominique
Paris 7^{ème}

Arcueil le 19 novembre 1987

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

pour information

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

COMMUNIQUE

Secrétaire Générale :

Jacqueline Derens

La RNCA a reçu avec une grande joie l'accord de Monseigneur Gaillot Evêque d'Evreux et de Pierre-André Albertini pour participer à la présidence de la Rencontre Nationale aux côtés de :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld MRAP solidarité
Professeur Jacquard
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette
Marcel Trigon , Maire

Le large rassemblement que symbolise cette présidence témoigne des possibilités de le réaliser dans maintes villes, départements, et entreprises sur les bases claires de la déclaration générale de l'ONU dénonçant l'Apartheid comme crime contre l'humanité, exigeant de tous les gouvernements l'application des sanctions globales, contre l'apartheid, la libération de Nelson Mandela et de tous les prisonniers politiques, la reconnaissance officielle par la France de l'ANC et de toutes les organisations regroupées avec elle au sein de l'UDF.

Forte de cette présidence encore élargie, la RNCA poursuit son action, sur ces bases claires à l'opposé de toutes tentatives qui pourraient viser à détourner le mouvement populaire anti-apartheid vers des voies sans issue et qui prolongeraient toujours plus longtemps le malheur du peuple Sud-Africain.

La RNCA est ouverte à toute celle et à tous ceux qui au delà de leurs différences politiques et religieuses entendent agir sur la base des objectifs énoncés ci-dessus.

Arcueil le 25 novembre 1987

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

pour informations

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :
Jacqueline Derens

Arcueil le 1er Octobre 1987

Monsieur François Mitterand
Président de la République

Monsieur le Président,

Vous aviez en juin dernier refusé les lettres de créance de l'ambassadeur sud-africain pour protester en particulier contre l'incarcération de notre compatriote Pierre-André Albertini. Celui-ci est libre depuis le 7 septembre et nous nous en réjouissons.

Mais ce régime d'apartheid a-t-il évolué au point d'accepter aujourd'hui son ambassadeur ?

L'Etat d'urgence est toujours en vigueur, la répression s'abat sur tous ceux qui luttent pour la disparition de ce régime qualifié de crime contre l'humanité par la communauté internationale, des enfants sont emprisonnés, 32 militants anti-apartheid condamnés à mort attendent leur exécution et Nelson Mandela est toujours en prison avec ses compagnons de lutte.

Cette énumération prouve suffisamment que les droits de l'homme sont bafoués par le régime de Prétoria. La France qui a toujours été à l'avant garde de la défense de ces droits, doit refuser l'installation à Paris du représentant de ce régime.

Ce refus serait à l'honneur de notre pays. L'opinion publique française qui rejette massivement l'apartheid, ne comprendrait pas ce changement d'attitude alors que le peuple sud-africain opprimé lui-même demande instamment à tous les démocrates d'isoler le régime raciste de Prétoria.

.../...

Aussi nous vous demandons, Monsieur le Président, de refuser les lettres de créance de l'ambassadeur sud-africain et d'user de toute votre influence pour sauver la vie des 32 condamnés à mort.

Le président

Marcel Trigon

Jacqueline Dérens

• • • • •